

**Séance ordinaire du
lundi 12 avril 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier - Partage des Systèmes de la Vidéoprotection - Modification de la délibération n° V2019-012 et autorisation du versement d'une prime aux entreprises non retenues dans le cadre du dialogue compétitif - Avenant n° 2 - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n° V2019-012 en date du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le principe d'un groupement de commandes n°G0D0030ST avec la Ville de Montpellier comme coordonnateur pour la passation des deux marchés concernant le partage des systèmes vidéo du Centre de Supervision Urbain de la Ville (CSU), du service de Gestion Multimodale des Déplacements de la Métropole (GMD) et des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM).

Il a d'autre part approuvé la convention tripartite de partage de la vidéo dans le but de la mise en œuvre d'une gestion commune des caméras dédiées aux espaces publics et autorisé Monsieur le Maire à signer les deux conventions : celle constitutive du groupement, au terme de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnatrice du groupement, ainsi que celle concernant la stratégie de partage des caméras de l'espace public.

Afin de rationaliser certains investissements, et de favoriser, *in fine*, des économies, la Ville de Montpellier,

Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et de lancer une procédure commune de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes portait sur deux consultations soumises aux dispositions du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les prestations faisaient l'objet des deux marchés distincts suivants :

1^{ère} consultation : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour les études de faisabilité sur le partage des accès aux images de vidéoprotection, avant-projet, études de projet, assistance apportée au Maître d'ouvrage, études d'exécution, direction de l'exécution, assistance aux opérations de réception et de bon fonctionnement.

2^{ème} consultation : Acquisition d'une solution d'hypervision, accompagnée, d'une maintenance et d'une formation associées, ainsi que son installation et sa mise en œuvre réseau. Usage d'une procédure concurrentielle avec négociation soumise aux dispositions de l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, selon une estimation de 400 000 euros HT avec la clef de répartition suivante : 80 % pour la Ville de Montpellier et 20 % pour Montpellier Méditerranée Métropole (délégataire TaM compris), pour une durée de 4 ans.

Un avenant n°1, venant modifier l'article 2 de la convention de groupement de commandes, concernant la procédure de la 1^{ère} consultation, a été approuvé par délibération n°V2019-266.

Dans le cadre de cette 2^{ème} consultation, la complexité de cette solution d'hypervision tient du fait que les trois entités ont aujourd'hui des besoins et des usages parfois divergents de l'outil vidéo de par leurs activités respectives. Ces différences devront être prises en compte dans l'élaboration des fonctionnalités et des interfaces utilisateurs de la solution ou encore dans les règles de priorité entre les entités lors d'un partage de ressource, par exemple. A ce jour aucune solution simple du marché ne permet de répondre, sans un développement important spécifique, à cette exigence.

Il est demandé de ce fait de lancer une consultation avec la procédure de dialogue compétitif, qui permettra d'évaluer les candidats qui proposeront leurs solutions techniques et de développement. La solution la plus adaptée au besoin cible sera donc retenue.

Il est donc nécessaire de modifier la délibération n° VD2019-012 concernant la 2^{ème} consultation, qui mentionnait l'emploi d'une procédure concurrentielle avec négociation, pour la remplacer par une procédure de dialogue compétitif.

Le recours à un dialogue compétitif a pour conséquences que :

- Cette consultation se déroulera en deux phases dont, une première phase dite « sélection des candidatures » et une seconde phase de dialogue « remise d'une offre dont une maquette » ;
- A l'issue de la première phase de la consultation, il sera retenu cinq candidatures pour participer à la seconde phase ;
- Lors de la seconde phase, deux candidats seront éliminés en cours de dialogue, seuls trois resteront pour proposer une maquette. A la fin, seule une maquette remportera le dialogue ;
- Les deux phases précitées nécessitent un investissement important de la part des candidats pour lequel une indemnisation est appropriée.

Deux primes seront versées :

- Pour la première phase : Le montant de la prime d'indemnisation à verser à chacune des candidatures retenues est fixée à 5 000 € HT (sauf pour le lauréat du dialogue) ;
- Pour la seconde phase : Le montant de la prime d'indemnisation à verser pour les deux offres ayant

proposées une maquette, mais dont cette dernière ne serait pas retenue est de 10 000 € HT.

Ainsi, le montant total des primes est de 40 000 € HT. L'offre retenue ne recevra pas de prime. Le versement de la prime s'appliquera avec la clef de répartition suivante : 80 % pour la Ville de Montpellier et 20 % pour Montpellier Méditerranée Métropole (délégataire TaM compris).

Le groupement commandes est autorisé à supprimer ou à réduire le montant de l'indemnité en cas d'insuffisance manifeste du projet rendu, notamment lorsque les exigences formulées dans les documents de la consultation n'ont pas été respectées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention du groupement de commandes pour le partage des systèmes de vidéo du CSU de la Ville, de la GMD de la Métropole et de la TAM ;
- de modifier la délibération n° VD2019-012 concernant les modalités de la deuxième consultation ;
- d'autoriser le groupement de commandes à verser une indemnité aux quatre candidats sélectionnés pour la phase de consultation dite « remise d'une offre dont une maquette » et dont l'offre ne sera pas retenue, selon les modalités exprimées ci-dessus ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le 23 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 avril 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n° 2 - Convention groupement - Partage images vidéo.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-156743-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/04/21
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.